

---

**Action on Smoking & Health (Alberta)**  
**Coalition québécoise pour le contrôle du tabac**  
**Médecins pour un Canada sans fumée**  
**Ontario Campaign for Action on Tobacco**

---

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

**DES GROUPES DE SANTÉ DEMANDENT AUX PARLEMENTAIRES UNE LOI D'URGENCE  
AFIN DE CONTRER LA CATASTROPHE DU VAPOTAGE CHEZ LES JEUNES**

*« La voie réglementaire prendrait deux ans ou plus, ce qui entraînerait encore  
d'autres dizaines de milliers de jeunes à devenir accros à la nicotine »*

**Ottawa, 5 février 2019** – Bien que les organismes canadiens de lutte antitabac se réjouissent de la reconnaissance par le gouvernement fédéral de la menace pour la santé publique que constitue la consommation croissante de produits de vapotage à la nicotine chez les jeunes, ils demandent aux parlementaires d'y trouver une solution plus urgente que [l'approche réglementaire proposée aujourd'hui](#) par Santé Canada.

*« Nous demandons à la ministre de la Santé, Ginette Petitpas Taylor, de prendre des mesures législatives immédiates afin de restreindre le marketing endémique, tapageur et irresponsable des produits de vapotage de nicotine, »* a déclaré **Neil Collishaw, directeur à la recherche chez Médecins pour un Canada sans fumée (MCSF)**, en référence à la commercialisation des cigarettes électroniques déployée après l'adoption du projet de loi S-5 le 23 mai 2018 et, ce, malgré les avertissements répétés des groupes de santé. *« L'adoption d'un projet de loi peut ne prendre que quelques semaines si la volonté politique est au rendez-vous. »*

*« Normalement, la voie réglementaire prendrait deux ans ou plus, surtout compte tenu des prochaines élections fédérales. En fait, il faudrait au moins deux fois plus de temps pour adopter un règlement que le temps déjà écoulé depuis que le marketing pro-vapotage est légal au Canada. Pour beaucoup de jeunes, ce sera trop peu, trop tard : des dizaines de milliers d'entre eux deviendront dépendants à la nicotine d'ici l'entrée en vigueur d'une nouvelle réglementation, »* a ajouté **M. Collishaw**.

*« Le désastre actuel du vapotage chez les jeunes était parfaitement prévisible, »* ajoute **Michael Perley, directeur général d'Ontario Campaign for Action on Tobacco**. *« En effet, les groupes de lutte antitabac ont toujours insisté pour que la promotion soit limitée aux personnes pouvant bénéficier des produits de vapotage à la nicotine: les fumeurs. Ils ont [averti les législateurs des risques d'un marketing généralisé](#) visible pour les non-fumeurs et les jeunes dès le dépôt du projet de loi, début 2017. »* Au cours du processus menant à l'adoption de S-5, les

Forty-five years ago,  
tobacco companies  
used television to  
recruit new customers.

**Next year, they might do so again.**

Bill S-5 will legalize and regulate nicotine vaping products. That's a good thing, but the bill is flawed. It will allow the return of TV, radio and billboard ads for nicotine products made by the same companies that sell cigarettes. Harm reduction is one thing. Open season on promoting addiction to youth and non-smokers is another.

**Amend Bill S-5 to ban mass media advertising for vaping products.**

inquiétudes des groupes de lutte antitabac étaient partagées par certains parlementaires (y compris la sénatrice conservatrice **Judith Seidman**, le porte-parole du NPD pour la santé **Don Davies** et le secrétaire parlementaire du ministre de la Santé **John Oliver**), qui ont cependant peut-être été amadoués par la posture rassurante de Santé Canada à cet égard.

Après à peine huit mois de publicités à la **télévision**, sur des **panneaux d'affichage**, dans des **points de vente** et sur **Internet**, les dégâts sont similaires à ce que le **Médecin en chef américain a qualifié « d'épidémie »**. En fait, de nouvelles données **présentées récemment par le chercheur de calibre mondial David Hammond** révèlent que le nombre de vapoteurs canadiens âgés de 16 à 19 ans au cours des 30 derniers jours a augmenté de 74%, le tabagisme chez les jeunes étant potentiellement aussi en hausse. Des recherches ont montré que le vapotage **augmente les risques de tabagisme futur de près de 400 %**.

Selon **Les Hagen, directeur général d'Action on Smoking and Health**, « *l'approche actuelle laissant aux fabricants la liberté de publiciser leurs produits au grand public et de corriger le tir une fois que les conséquences négatives sur la santé publique se manifestent est déjà en soi irresponsable. Et maintenant, alors que les répercussions perverses de cette approche se concrétisent, on demande aux Canadiens d'attendre encore deux années ou plus avant que les failles de la loi soient réparées? Au contraire, les parlementaires devraient intervenir d'urgence et modifier la loi afin d'empêcher qu'encore plus de tort soit occasionné envers nos jeunes plutôt que de s'appuyer sur un processus réglementaire beaucoup plus lent. Si la volonté y est, il y a moyen d'agir beaucoup plus rapidement.* »

« *Même si nous sommes rassurés par l'annonce d'aujourd'hui, qui reconnaît implicitement la décision malavisée du gouvernement d'autoriser le marketing de la cigarette électronique auprès du grand public, il n'en demeure pas moins que lorsqu'il y a retard de protection, il y a déni de protection. Après tout, il est question de jeunes qui risquent une dépendance à vie et une multiplication par quatre des chances de devenir fumeurs de cigarettes. Nous appelons tous les parlementaires à faire preuve de leadership en se rassemblant et en adoptant une législation urgente pour protéger nos enfants contre tout dommage supplémentaire,* » conclut **Flory Doucas, codirectrice de la Coalition québécoise pour le contrôle du tabac**.

- 30 -

Contacts:

- Neil Collishaw: 613-297-3590
- Flory Doucas: 514-515-6780
- Les Hagen: 780-919-5546
- Michael Perley: 416-349-2992 ou 416-709-9075 (cell)